

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

Procédure n° GIP-AOO-012026

Objet : Réalisation de prestations d'intégration, d'hébergement, de tierce maintenance applicative (TMA), d'évolutions de la plate-forme de financement participatif « Trousse à projets » et mise à disposition d'un service sécurisé de paiement en ligne intégré à la plateforme, pour le compte du GIP « Trousse à projets ».

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT, FORME, MONTANT ET PROCEDURE	4
3.1 Allotissement	4
3.2 Forme et montant du marché	4
3.3 Procédure	4
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 - MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 6 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 8 - OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION	7
ARTICLE 9 - CLAUSE DE REEXAMEN	8
ARTICLE 10 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	9
10.1 / Propriété de la plateforme « Trousse à projets »	9
10.2 / Etendue du droit d'usage du service sécurisé de paiement en ligne	10
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
ARTICLE 12 - CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS	12
12.1 Conduite des prestations	12
12.2 / Obligations relatives au suivi financier du montant maximum	14
ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	15
ARTICLE 14 - PENALITES	15
14.1 / Pénalités de retard	16
14.2 / Pénalités pour indisponibilité	16
14.3 / Pénalités pour non-respect de l'obligation de présenter un chef de projet dont le profil est conforme aux attentes	17
14.4 / Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels	17
14.5 / Pénalités pour absence aux réunions de travail ou aux séances du comité de suivi	17
ARTICLE 15 - PRIX DU MARCHÉ	17
15.1 / Contenu des prix	17
15.2 / Forme des prix	18
15.3 / Modalités de révision des prix	18
$P = (P_0 [0,3 + 0,7 (\text{Syntec révisé} / \text{Syntec révisé } 0)])$	19
ARTICLE 16 - MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION	20
16.1 / Facturation	20
16.2 / Règlement	21
16.3 / Délais de paiement	21
16.4 / Avance	22
16.5 / Acomptes	22
16.6 / Cession ou nantissement des créances	23
ARTICLE 17 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHÉ	24
17.1 / Assurance	24
17.2 / Justificatifs sociaux	24
17.3 / En cas de modifications relatives au titulaire du marché	25
ARTICLE 18 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE	26
ARTICLE 19 - RESILIATION	26
ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE	27
ARTICLE 21 - DIFFERENDS ET LITIGES	27
ARTICLE 22 - DEROGATIONS	28

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de son annexe :

- Le Groupement d'intérêt public « Trousse à projets » est désigné sous l'appellation : « GIP » ;
- Indifféremment, le ministère de l'Education nationale et de la jeunesse, l'Office central de la coopération à l'école (OCCE), le crédit coopératif, le Fonds de dotation pour une école solidaire et innovante (FESI), l'établissement public de création et d'accompagnement pédagogiques dénommé : « Réseau Canopé », sont désignés sous l'appellation : « Partenaires » ;
- L'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désignée sous l'appellation « le titulaire » ;
- La plateforme « Trousse à projets » est désignée sous l'appellation : « la plateforme ».

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'intégration, d'hébergement, de tierce maintenance applicative (TMA), d'évolutions de la plate-forme de financement participatif « Trousse à projets » et mise à disposition d'un service sécurisé de paiement en ligne intégré à la plateforme, pour le compte du GIP « Trousse à projets ».

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le GIP fait seul foi :

- L'acte d'engagement et son annexe portant « bordereau des prix » ;
- Le présent cahier des clauses particulières et son annexe, valant cahier des clauses administratives particulières (ccap) :
 - Annexe 1 : annexe relative à la protection des données personnelles (« rgpd »),
- Le cahier des clauses techniques particulières (cctp) et ses annexes :
 - Annexe 1 : référentiel des exigences fonctionnelles techniques et non fonctionnelles de prestations d'intégration, d'hébergement, de tierce maintenance applicative (tma), d'évolution de la plate-forme ;
 - Annexe 2 : référentiel des exigences fonctionnelles, techniques et non fonctionnelles pour le service de paiement en ligne ;
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes, dont le plan d'assurance sécurité (PAS), le plan d'assurance qualité et/ou le plan de prévention des risques (PPR) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le plan de sécurité des systèmes d'information (PSSI).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT, FORME, MONTANT ET PROCEDURE

3.1 Allotissement

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

3.2 Forme et montant du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles, sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 187 045 € HT, soit 2 733 806 € TTC, en application de l'article R. 2162-4-2 du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

3.3 Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée ferme de 24 mois, renouvelable deux fois 12 mois.

Si le GIP décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard 1 mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à

aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande établis sur la base du bordereau des prix, selon les conditions de détermination des prix définies à l'article 15 du présent CCAP.

Seul le GIP émet des bons de commande dans le cadre du présent marché.

Toutes les missions relatives au présent marché font l'objet de bons de commande. Les prestations débutent à la réception des bons de commande.

5.1/ La mission 1 et la mission 2 sont commandées une seule fois pour toute la durée du marché.

La mission 1 s'exécute selon les modalités prévues à l'article 5.1 du CCTP.

Les prestations de la mission 2 s'exécutent selon les modalités de l'article 5.2 du CCTP.

5.2/ Les prestations suivantes de la mission 3 sont commandées annuellement :

- M3.1 « Hébergement et exploitation de la plateforme » ;
- M3.3.1 « Support technique de la plateforme » ;
- M3.3.2 « Maintenance corrective de la Plateforme
- M3.3.3 « Support et maintenance corrective du service de paiement en ligne »

Un bon de commande est établi le 10 juillet de chaque année du marché. Il précise la fourchette d'activité attendue dans l'année applicable à chacune des 4 prestations forfaitaires de la mission 3, telles que décrites dans l'annexe 1 du règlement de la consultation.

5.3/ Peuvent faire l'objet de bons de commande successifs pendant toute la durée du marché et selon les besoins du GIP, les missions et prestations suivantes :

- M4 « Evolution de la plateforme » ;
- M5 « Transfert de compétences et réversibilité ».

5.4/ Font l'objet d'un règlement sur facture après service fait, pendant toute la durée de validité du marché, les prestations de la mission 3.2 :

- UO3.2.1 « Vérification des KYC des nouvelles structures réceptrices et création de nouveaux comptes de monnaie électronique » ;

- UO3.2.2.1 « Don réalisé par carte bancaire », correspondant au coût de la collecte réalisée via ce mode de donation ;
- UO3.2.2.2 « Don réalisé par virement bancaire », pour le coût de collecte réalisée via ce mode de donation ;

Les prestations de la mission 3 s'exécutent selon les modalités de l'article 5.3 du CCTP.

- Mission 4 « Evolution de la plateforme » ; les prestations de la mission 4 s'exécutent selon les modalités de l'article 5.4 du CCTP.
- Mission 5 « Transfert de compétences et réversibilité » ; les prestations de la mission 5 s'exécutent selon les modalités de l'article 5.5 du CCTP.

Pour chaque prestation, le GIP émet un ou plusieurs bons de commande, comportant une ou plusieurs unités d'œuvre, selon les besoins à satisfaire.

Le GIP s'efforce de minimiser le nombre de commandes de façon à ne pas alourdir la charge administrative du marché, et responsabiliser le titulaire sur l'ensemble des prestations qui lui sont confiées au sein d'une même commande.

5.5/ La personne habilitée à émettre des bons de commande est le GIP ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du GIP transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

5.6/ Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- La dénomination du service émetteur et son adresse ;
- La date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- La référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- La dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- L'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- La désignation précise et détaillée des prestations ;

- La date de livraison ;
- Le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

5.7/ Les délais maximum d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché.

Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder 3 mois à compter de la fin de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

ARTICLE 6 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les lieux d'exécution des prestations sont précisés à l'article 4.4 du CCTP.

Compte tenu du caractère personnel des données gérées par l'application, les prestations, et l'hébergement des données, doivent être réalisées sur le territoire de l'Union européenne ou dans un pays au sein duquel le niveau de protection des données personnelles est strictement conforme à la réglementation en vigueur en vertu du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen.

ARTICLE 8 - OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION

Les modalités et délais de réception des prestations sont décrits à l'article 4.6 et pour chaque mission à l'article 5 du CCTP.

Tout dépassement de délai sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 14.1 du présent CCAP.

En cas de non validation des prestations, le GIP applique la pénalité pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels, telle qu'elle figure à

l'article 14 du présent CCAP.

Le GIP transmet au titulaire les raisons qui ne lui permettent pas de les valider. Le titulaire prépare, à compter de la réception des observations du GIP, dans un délai prévu au CCTP pour chaque mission, les solutions susceptibles de mener à la bonne réalisation des prestations demandées.

Après analyse de ces propositions, le GIP peut décider :

- Soit d'ajourner une nouvelle fois les prestations : le titulaire dispose à nouveau du nombre de jours indiqué dans la colonne « délai de correction éventuelle » pour corriger les livrables et les transmettre de nouveau au GIP ;
- Soit de résilier le marché pour faute du titulaire.

La mission 4 « Evolution de la plateforme » comprend des conditions de recette spécifiques, précisées à l'article 4.6.2 du CCTP.

ARTICLE 9 - CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10 % en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le GIP notifiera la décision au titulaire.

Conformément à l'article R2194-6-1° du code de la commande publique, si le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques (GMOE), la composition du groupement peut être modifiée dans le cas suivant :

En cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le GMOE titulaire apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au GIP l'autorisation de modifier la composition du GMOE en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du GIP, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cas où le titulaire du présent marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques, ce GMOE peut être modifié dans le cas d'une cession du marché, selon les dispositions prévues à l'article R2194-6-2° du code de la commande publique.

Le GIP se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

ARTICLE 10 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1 / Propriété de la plateforme « Trousse à projets »

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-TIC, les applications soumises au présent marché et documents communiqués par le GIP au titulaire du présent marché demeurent la propriété du GIP, qui en conserve la propriété pleine et entière.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG précité, le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au GIP.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au GIP les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le GIP se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au GIP ou à des tiers.

Le titulaire garantit au GIP le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du GIP.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui en demeure propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le GIP.

Par dérogation à l'article 39.1 du CCAG-TIC l'acheteur est autorisé à confier, à l'expiration du marché, les opérations de tierce maintenance applicative à un tiers de son choix, sans avoir à obtenir l'autorisation préalable du titulaire du marché.

10.2 / Etendue du droit d'usage du service sécurisé de paiement en ligne

Le régime de propriété intellectuelle applicable à la mise à disposition d'un service sécurisé de paiement en ligne de la mission 2 est celui défini à l'article 46.2 du CCAG-TIC.

À ce titre, le titulaire concède, ou s'assure auprès des éditeurs que ceux-ci concèdent, au GIP, à titre non exclusif, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur, le droit d'utiliser ou de faire utiliser au sens de l'article L122-6 (1°) du code de la propriété intellectuelle, le service sécurisé de paiement en ligne et ses différents composants, ainsi que la documentation associée, y compris les mises à jour, corrections et évolutions et leurs documentations afférentes, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Ce droit d'usage concerne l'ensemble des environnements hébergés chez le titulaire. Il prend effet à compter du jour de la livraison des identifiants de connexion du compte administrateur.

Le GIP s'engage à ce que cette concession de droit d'usage ne soit utilisée que pour ses besoins propres.

Il s'interdit, sans l'accord du titulaire, de céder ou conférer à un tiers désigné, un droit d'utilisation du service sécurisé de paiement en ligne.

Le titulaire autorise le GIP, dans le respect des droits moraux dont il reste propriétaire, à

diffuser à son personnel, via son Intranet ou tout autre support, l'ensemble des documentations relatives au service sécurisé de paiement en ligne.

Le titulaire autorise, ou s'assure auprès des éditeurs que ceux-ci autorisent, le GIP, à extraire et exploiter librement les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

À cet égard, le titulaire ne dispose d'aucun droit patrimonial, quelle qu'en soit la nature, sur les résultats issus de l'exécution du marché, c'est-à-dire procédant de l'usage du service sécurisé de paiement en ligne.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble des prestations objet du marché relevant des missions confiées et des livrables figurant au CCTP, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché.

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignements émanant du GIP et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- Demander au GIP toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- Reprendre tous les points pour lesquels le GIP a opposé des remarques et dans les délais émis par le GIP, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- Livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- Observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du GIP sont nommément agréés

et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation et des prestations sous-traitées. Il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation et des prestations sous-traitées peuvent causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au GIP ou à des tiers.

En cas de difficulté ou de mauvaise exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, le titulaire rend compte sous 5 jours à compter de la demande, au GIP, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne conduite du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du GIP.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard, dans les conditions et délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation, aux frais et risques du titulaire.

De la même manière, le GIP se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris, dans les conditions définies à l'article 19 du présent CCAP.

ARTICLE 12 - CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

12.1 Conduite des prestations

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

Le GIP s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession,

nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin.

12.1.1 / Interlocuteur désigné par le GIP

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-TIC, au plus tard 10 jours ouvrés après la date de notification du marché, le GIP désigne un chef de projet, dit « chef de projet du GIP », qui assurera le suivi de l'exécution du marché et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire

Le GIP indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du GIP.

12.1.2 / Interlocuteur désigné par le titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Conformément aux dispositions du CCTP le titulaire désigne au sein de cette équipe un **chef de projet**, ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché, dit « chef de projet du titulaire ».

Ce chef de projet a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié du GIP.

12.1.2.1 / Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au GIP la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du titulaire. Si cette absence est supérieure à dix (10) jours ouvrés, le titulaire doit désigner un chef de projet de remplacement.

En cas de changement de chef de projet ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire doit en aviser le GIP au moins sept (7) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification.

Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au GIP un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation du remplaçant.

Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le GIP vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le GIP ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, dans un délai correspondant aux cinq (5) premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant.

Si le GIP récuse le remplaçant le titulaire dispose, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le GIP.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

12.1.2.2 / Récusation d'un intervenant par le GIP

Pendant toute la durée du marché le GIP se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toute personne ne possédant pas les compétences souhaitées. Le GIP peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché, en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, sous cinq (5) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le GIP.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 14 du présent document.

12.2/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessous, le GIP veille :

- Au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- A la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées

Afin de permettre au GIP de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre à l'adresse suivante contact@trousseaprojets.fr :

- Un état trimestriel de la consommation du marché ;
- Un état de la consommation à date, à la demande du GIP, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de cette demande ;

Cette liste est non exhaustive et pourra être enrichie sur proposition du titulaire et sur demande spécifique du GIP.

En outre, le titulaire est tenu :

- D'alerter le GIP lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximum de l'accord-cadre indiqué supra ;
- Participer aux réunions de suivi que le GIP organise.

ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

La protection et le traitement des données à caractère personnel confiées par le GIP au titulaire sont des enjeux majeurs. À ce titre, le titulaire se conforme à l'annexe 1 au présent CCAP, relative à l'accord sur le traitement des données à caractère personnel, établie conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

L'annexe 1 est complétée et précisée par le GIP au titulaire dans le cadre de la réalisation des prestations de la mission 1.

- « Donnée à caractère personnel » : toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (personne concernée) ; est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Le non-respect des dispositions fixées à l'annexe 1 au présent CCAP relative à l'accord sur le traitement des données à caractère personnel entraîne la résiliation du marché dans les conditions fixées à l'article 19 du présent CCAP.

ARTICLE 14 - PENALITES

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables.

14.1 / Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est calculé comme suit : 150 euros HT par jour ouvré de retard.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 8 du présent CCAP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant cumulé des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total commandé depuis la notification du marché. Au-delà, le GIP peut résilier le marché aux torts du titulaire, de plein droit et sans indemnité, dans les conditions de l'article 21 ci-après.

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG/TIC, passé un délai de dix (10) jours ouvrés de retard, le GIP se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité du GIP.

14.2 / Pénalités pour indisponibilité

Un service est déclaré indisponible s'il ne répond pas aux exigences de qualité et de disponibilité du service exigés par le Cahier des clauses techniques particulières. En cas d'indisponibilité totale ou partielle de l'application, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/TIC, une pénalité d'un montant de 150 euros HT par jour d'indisponibilité.

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC le seuil d'indisponibilité, au-delà duquel le titulaire encourt des pénalités, est fixé comme suit : au-delà de 2 jours d'indisponibilité

(consécutifs) / mois.

Toutefois, le montant des pénalités ainsi obtenu ne pourra excéder 100 % du montant total de la commande concernée.

Le nombre d'indisponibilités de service, dans la limite de la DMIA¹, ne doit pas excéder une par trimestre ni trois par an.

Les heures d'indisponibilités programmées et validées par le GIP (maintenance, sauvegarde, hébergement) ne sont pas prises en compte dans les heures d'indisponibilités faisant l'objet de pénalités.

14.3 / Pénalités pour non-respect de l'obligation de présenter un chef de projet dont le profil est conforme aux attentes

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des dispositions de l'article 12.1.2 du présent CCAP prévoyant la présentation d'un chef de projet de profil adapté, pour réaliser les prestations dans les délais, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 1 000 euros HT par jour ouvré de retard.

14.4 / Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels

En cas de non-respect des conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

14.5 / Pénalités pour absence aux réunions de travail ou aux séances du comité de suivi

En dehors des cas de force majeure, toute absence injustifiée du titulaire ou de son représentant à une réunion de travail ou une séance du comité de suivi prévue fait l'objet d'une pénalité de 100 € HT à compter du constat d'absence.

ARTICLE 15 - PRIX DU MARCHÉ

15.1 / Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous les autres

¹ Durée maximale d'interruption admissible.

frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

15.2 / Forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires et unitaires, conformément au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prix de la mission 1, mission 2 et des prestations M3.1, M3.3.1, M3.3.2 et M3.3.3 sont forfaitaires.

Les prix des missions sont unitaires et exprimés en unités d'œuvre :

- 3.2 (UO 3.2.1, 3.2.2.1, 3.2.2.2),
- 4 (UO 4.1 à 4.16),
- 5 (UO 5.1)

Les prix, hors taxes et TVA comprise, des forfaits et des unités d'œuvre de chaque mission, figurent au bordereau des prix, annexé à l'acte d'engagement.

15.3 / Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise des offres.

Le mois de réception des offres est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, selon les modalités suivantes :

A - Exploitation de la plateforme « Trousse à projets »

L'indice choisi pour la révision des prix est le Syntec, par application de la formule suivante :

$$P = (P_0 [0,3 + 0,7 (\text{Syntec révisé} / \text{Syntec révisé } 0)])$$

dans laquelle :

- P = le prix révisé ;
- P₀ = le prix initial ;
- Syntec révisé = la dernière valeur connue de l'indice Syntec à la date de la demande de révision ;
- Syntec révisé 0 = la dernière valeur connue de l'indice Syntec au mois Mo d'établissement des prix (mois de réception des offres) ou de la dernière révision.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

B – Exploitation du service sécurisé de paiement en ligne (M3.2)

L'ajustement s'opère sur la base du barème des prix du titulaire, dans la limite de 3 % du prix initial.

Si le GIP constate une augmentation supérieure à 3 %, il se réserve le droit de ne pas reconduire le présent marché. Le paiement des factures correspondant à des prestations déjà réalisées pourrait alors seul être exigé.

C – Transmission des variations de prix

Un mois avant la date anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au GIP comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que le bordereau de prix révisé sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante : contact@trousseaprojets.fr.

Pendant le préavis, les services du GIP peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Le GIP dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci.

Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

ARTICLE 16 - MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

16.1 / Facturation

Le titulaire établit une facture après chaque commande selon les modalités définies ci-après.

* 16.1.1 Prestations forfaitaires

- Pour les missions 1 (Initialisation des prestations), 2 (« Mise en place de la plateforme Trousse à projet et du service sécurisé de paiement en ligne ») : le titulaire émet une facture du montant total des prestations commandées, après réception du procès-verbal de recette établi par le GIP.

- Pour la mission 3 « Hébergement, gestion des dons par le service sécurisé de paiement en ligne, support et maintenance »

- Prestations M3.1, M3.3.1, M3.3.2 et M3.3.3 : le titulaire émet une facture globale trimestrielle à terme échu, après réception du procès-verbal de recette définitive établi par le GIP.

A l'issue du dernier trimestre de l'année N, le titulaire émet une facture rectificative dont le montant correspond au nombre de collectes réellement achevées sur l'année et tient compte des sommes déjà versées au cours des trimestres précédents.

Pour la dernière commande de la mission 3 lors de la dernière année du marché, le montant mis en paiement sera calculé au prorata du nombre de mois effectifs de la période de support et maintenance considérée.

* 16.1.2 Prestations unitaires

- UO3.2.1 : le titulaire émet une facture mensuelle au début du mois M, dont le montant correspond au coût de vérification des KYC, au coût des collectes par carte bancaire et par virement bancaire, en fonction du volume de collecte arrêté en fin de mois M-1 et du coût de remboursement des dons, après réception du procès-verbal de recette définitive établi par le GIP.
- Pour les UO 3.2.2.1 et 3.2.2.2 : le titulaire émet une facture mensuelle à terme échu, correspondant au volume de collecte effectivement réalisé.
- Pour les missions 4 (« Evolution de la plateforme ») et 5 (« Transfert de compétences et réversibilité »), le titulaire émet une facture du montant total de la prestation, après réception du procès-verbal de recette définitive établi par le GIP.

Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la mission ou de l'unité d'œuvre (UO) commandée.

Dans le cas où le GIP commande plusieurs UO dans un même bon de commande et qu'une partie des prestations commandées a été réceptionnée par le GIP, le titulaire établit la facture correspondante et demande la mise en paiement correspondant au montant des UO réceptionnées.

16.2 / Règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date de délivrance et le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du service émetteur ;
- Le numéro de tva intracommunautaire du titulaire ;
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro d'identification siren ou siset ;
- Les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- Les références du bon de commande ;
- Le récapitulatif des prestations ;
- Le montant de la facture, en ht et ttc ;
- Le taux et le montant de la tva.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique à l'adresse suivante :

contact@trousseàprojets.fr

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

16.3 / Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture, après vérification du service fait.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts

- moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du GIP constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

16.4 / Avance

Les dispositions applicables à l'avance sont celles prévues aux articles 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation expresse du titulaire, portée à l'acte d'engagement, une avance de 5 % est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise. Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois et n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles fixées par l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, conformément aux dispositions de l'article R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

16.5 / Acomptes

Le titulaire a droit au versement d'acomptes dans les conditions prévues aux articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le titulaire adresse au GIP une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %.

Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs.

Le GIP vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord.

Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

16.6 / Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 17 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

17.1 / Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au GIP une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du GIP, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

En outre le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

17.2 / Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le GIP serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 19 du présent CCAP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il

doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du GIP chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

17.3 / En cas de modifications relatives au titulaire du marché

17.3.1 / Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le GIP par écrit et communiquer, son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

17.3.2 / Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du GIP.

Le titulaire doit en informer le GIP dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- Le numéro SIREN de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales et sociales ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le GIP fera l'objet d'un avenant constatant le transfert

du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 18 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 19 - RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

Par dérogation et en dehors des cas prévus à l'article 50.2 du CCAG-TIC, le marché peut être résilié sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

- En cas de non réception des missions 1 à 3, le GIP peut décider de résilier le marché, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement ;
- A compter de 10 jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations, le GIP se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au GIP.

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 8 du CCAG-TIC, le GIP se réserve le droit de résilier le présent marché.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du GIP l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au GIP, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : contact@trousseaprojets.fr, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du GIP des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le GIP.

ARTICLE 21 - DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le GIP et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible

d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 22 - DEROGATIONS

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 5	Délai d'observation du titulaire	Article 3.7.2
Article 10.1	Régime de propriété des applications	Article 35
	Droits de PI sur les livrables et résultats	Article 46
	Régime de TMA en fin de marché	Article 39.1
Article 12.1.1	Délai de désignation C.P. par le GIP	Articles 3.3
Article 12.1.2	Changement d'intervenants du titulaire Récusation d'un intervenant par le GIP et délai de nouvelle désignation par titulaire	Article 3.4.3
Article 12.1.2.2	Délai de présentation de nouveaux profils	Article 3.4.3
Articles 14, 14.1, 14.2, 14.3, 14.4	Pénalités	Article 14
Article 17.1	Assurances	Article 9.2
Articles 14.1 et 19	Résiliation	Article 50.2

Articles du CCTP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 4.6	Recette (délais et modalités)	Article 33.2
Article 5.1	Délais de recette Mission 1 (Initialisation des prestations)	Article 29 à 34
Article 5.2	Délais de recette Mission 2 (MCO)	
Article 5.3	Délais de recette Mission 3 (Hébergement, gestion des dons, support et maintenance)	
Article 5.4	Délais de recette Mission 4 (Evolution de la plateforme)	
Article 5.5	Délais de recette Mission 5 (Transfert de compétences et réversibilité)	